

## 6 Société et Culture

# Fonction publique/Régularisation des situations administratives des agents en présalaire

## 1 013 dossiers ficelés

Frédéric Serge LONG  
Libreville/Gabon

Il s'agit notamment de ceux appartenant aux ministères de la Santé, de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur.

LA décision prise lors du Conseil des ministres du 29 mars 2019, portant régularisation des situations des agents de l'État en présalaire dans les corps spécifiques des métiers des secteurs classés prioritaires, a pris effet le 13 septembre dernier.

En effet, 1 013 dossiers en attente ont été ficelés et les attestations de recrutement remis aux différents minis-



La secrétaire générale de la Fonction publique, Habiba Yanga, procédant ici à la remise des documents.

tères concernés. Il y a non seulement 880 dossiers pour le ministère de l'Éducation nationale issus des promotions 2014-2016 de l'ENS (École normale supérieure), de l'Enset (École normale

supérieure de l'enseignement technique), de l'Eni (École normale des instituteurs) et de l'INJS (Institut national de la jeunesse et des sports), mais également 78 de l'ENS (École normale supérieure), de l'Enset (École normale



Remise des attestations de recrutement aux secrétaires généraux des ministères.

La secrétaire générale du ministère de la Fonction publique, Habiba Yanga, a procédé, vendredi dernier, sur instruction de la ministre Madeleine Berre, à la remise officielle des attestations de recrutement

aux secrétaires généraux des départements ministériels sus-évoqués. "Nous avons reçu les instructions des plus hautes autorités d'accélérer le processus de régularisation des situations administratives des agents en

présalaire. La remise de ces attestations marque la fin du traitement de la première vague de dossiers. Nous entamerons très prochainement la seconde vague, afin de soulager au plus vite, les agents en attente", avait notamment indiqué le directeur du recrutement, James Lawson Nkoma, au cours de cette cérémonie.

Il faut savoir que les régularisations des situations administratives des agents de l'État participent à l'action du président de la République, Ali Bongo Ondimba pour une administration publique moderne et efficace au service des citoyens.

## Allocation rentrée scolaire

### Paiement effectif dès cette fin de mois

CM  
Libreville/Gabon

COMME chaque année, et ce, depuis trois ans, l'Allocation rentrée scolaire (ARS) sera payée à compter de cette fin de mois et se poursuivra en octobre, novembre et décembre 2019. Cette prestation de

l'ordre de 62 500 francs par enfant scolarisé, est une aide non négligeable de l'État aux familles pour l'achat des fournitures scolaires. Elle est destinée aux retraités et leurs ayants cause et aux agents publics de l'État "ayant régulièrement rempli les certificats de leurs enfants et fait valider ces derniers par les services de la Caisse des

pensions et prestations familiales des agents de l'État (CPPF)", souligne la direction générale de cette administration. Les autres bénéficiaires pour lesquels les certificats de scolarité incomplets ont été retournés aux directions centrales et provinciales pour les agents en activité, et au service d'accueil de la CPPF pour les retraités et

leurs ayants cause, feront l'objet d'un paiement progressif après régularisation, jusqu'à fin décembre 2019.

La campagne pour l'établissement et la collecte des certificats de scolarité des enfants des fonctionnaires et des fonctionnaires retraités, âgés de 3 à 16 ans a été lancée à Libreville en mars et avril dernier pour les

fonctionnaires de l'intérieur du pays. Les parents devaient télécharger la copie du certificat de scolarité sur le site web de la CPPF (www.cppf.ga) et le faire intégralement remplir par le responsable de l'établissement où apprend l'enfant. Une fois la fiche remplie, il fallait la déposer au plus tard le 30 juin 2019 auprès des direc-

teurs centraux ou des directeurs prestation des Ressources humaines (DCRH, DPRH), pour les fonctionnaires en activité, au service d'accueil de la CPPF pour les retraités et par mail pour les fonctionnaires qui sont à l'étranger. Pour rappel, le CPPF est une entité sous tutelle du ministère en charge des Solidarités nationales.

## Soutien aux institutions locales

### Deux lycées entièrement réhabilités par Maurel et Prom à Lambaréné

Abel EYEGHE EKORE  
Lambaréné/Gabon

SITÔT après les festivités du 10e anniversaire de la production du champ pétrolier Onal par la société Maurel et Prom, lancées il y a deux semaines, les lycées Charles Mefane et Aubin Georges Moudjékou ont bénéficié de travaux de réhabilitation et de réfection de la part de cette société pétrolière. C'est une entreprise locale, Rich E.Com, qui s'est chargée d'effectuer les travaux en un mois et demi. Sur appel d'offres. Selon les explications du responsable de la société, le chantier concernait, pour le lycée Aubin Georges Moudjékou, la réhabilitation totale de 11 salles de classes, des lieux d'aisances, de la construction d'un préau et de la sécurisation de l'établissement à travers la pose d'un portail et des travaux de peinture. Au lycée Charles Mefane par contre, une partie du toit



Les responsables de Maurel et Prom ravis d'avoir fait œuvre utile.

a été refaite et les travaux de menuiserie, d'électricité et de peinture sur l'ensemble de l'établissement ont été effectués. Le secrétaire de province, Flavien Kakouolo, représentant le gouverneur de la province du Moyen-Ogooué, a apprécié dernièrement cette opération de lifting, lors de la visite desdits chantiers. Au nom de la communauté scolaire des deux lycées, Arcad Mayombo, le censeur de la vie scolaire du lycée Aubin Georges Moudjékou

a souligné que ces travaux revêtent une importance capitale pour l'administration, les enseignants et les élèves. "... les problèmes qui minent le secteur éducatif gabonais sont nombreux, et lorsqu'un bienfaiteur nous apporte sa contribution pour juguler ces manquements, on ne peut que s'en réjouir", a déclaré Kakouolo. Le directeur des ressources humaines de Maurel et Prom, Arthur Mbina Nzamba a, de son côté, souligné que ce

geste, après la remise de dons à l'hôpital Georges Rawiri et à la direction régionale de santé du Moyen-Ogooué, sans oublier les multiples aides dans les villages, il y a quelques semaines, n'est qu'une réponse aux attentes de la communauté. "Nous avons voulu offrir aux enfants un cadre d'étude accueillant et convivial à la prochaine rentrée des classes, qui donne envie de revenir et d'apprendre. Car un cadre de travail motivant favorise un épanouissement pour les apprenants, parce que la réussite de ces enfants est un enjeu majeur pour la communauté". Le directeur d'Académie provincial adjoint, Illagou Mboumba a, quant à lui, remercié les bienfaiteurs pour l'acte ainsi posé, qui permet désormais aux enfants d'apprendre dans un cadre propice. "La main qui reçoit en demande toujours. Notre main reste tendue à d'autres gestes de partage et de solidarité tant pro-

nés par le chef de l'État Ali Bongo Ondimba, pour qui l'éducation de la jeunesse

reste le puissant levier de développement de notre pays", a-t-il souligné.

